Conto corrente con la posta Anno 89° — Numero 40

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA
REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Martedì, 17 febbraio 1948 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONI DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 3000 - Semestrale L. 1800 Trimestrale L. 1000 - Un fascicolo L. 20
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 1600 - Semestrale L. 1000 Trimestrale L. 600 - Un fascicolo L. 20
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

(Ai suddetti prezzi di abbonamento aggiungere, per tassa erariale, L. 12 per importi fino a L. 2000 e L. 16 per importi superiori).
L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale" veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, Via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); Via del Corso 234 (angolo Via Marco Minghetti 23-24); Via Firenze 37 (palazzo del Ministero della Guerra); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele 3; in NAPOLI, Via Chiaia 5; e presso le Librerie depositarie di Roma e di tutti i Capiluoghi di Provincia.
Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in ROMA — presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni — Via XX Settembre — Palazzo del Ministero delle Finanze). La filiale della Libreria dello Stato in Milano, Galleria Vittorio Emanuele 3, è autorizzata ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

ERRATA-CORRIGE

Il decreto del Capo provvisorio dello Stato 10 luglio 1947, n. 873, pubblicato per sunto nella *Gazzetta Ufficiale* del 15 settembre 1947, n. 211, deve rettificarsi, sia nel sommario che nel testo, nel senso che ove è detto: « Società italiana di antropologia » si deve leggere: « Istituto italiano di antropologia ».

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1947

1948

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 29 settembre 1947, n. 1655.

Approvazione degli Accordi commerciali e di pagamento stipulati in Roma, tra l'Italia e la Svezia, il 24 novembre 1945.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Ha sanzionato e promulga la seguente legge approvata dall'Assemblea Costituente:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data agli Accordi commerciali e di pagamento stipulati in Roma, tra l'Italia e la Svezia, il 24 novembre 1945.

La presente legge entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 1° dicembre 1945.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 settembre 1947

DE NICOLA

DE GASPERI — SFORZA — DEL VECCHIO — PELLA — TOGNI — MERZAGORA

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI

Accord commercial entre le Royaume d'Italie et le Royaume de Suède

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Suédois, désireux de favoriser le développement des échanges commerciaux entre leurs Pays, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1.

Les marchandises originaires ou en provenance d'Italie seront admises à l'importation en Suède dans les limites des contingents semestriels fixés dans la liste n. 1 ci-annexée, en tant que l'importation des mêmes marchandises est ou serait soumise au régime des licences d'importation au cours de l'application du présent Accord.

Les factures seront libellées en couronnes suédoises.

Art. 2.

Les marchandises originaires ou en provenance de la Suède seront admises à l'importation en Italie dans les limites des contingents semestriels fixés dans la liste n. 2 ci-annexée.

Les factures seront libellées en couronnes suédoises.

Art. 3.

Les deux Gouvernements, en vue de développer, dans toute la mesure du possible, les échanges commerciaux entre leurs Pays, examineront d'un commun accord la possibilité d'augmenter les contingents prévus dans les annexes 1 et 2, ainsi que d'y ajouter d'autres contingents pour d'autres marchandises.

Les Autorités compétentes des deux Pays pourront aussi autoriser, après s'être mises d'accord et en dehors des contingents en vigueur, des échanges de marchandises effectués sous la forme d'affaires de réciprocité ou de compensations privées. Elles détermineront aussi d'un commun accord, au fur et à mesure des nécessités, les produits qui doivent rentrer dans les contingents prévus à la position « Autres marchandises » des annexes 1 et 2.

Art. 4.

Les contingents indiqués aux listes n. 1 et 2 sont valables pour la période de six mois, à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent Accord.

Pendant la période de validité de l'Accord les contingents susdits seront octroyés en raison de 50 % par trimestre, sauf pour les marchandises ayant un caractère saisonnier.

Il est entendu, toutefois, que les contingents semestriels pourront, d'un commun accord, être exceptionnellement octroyés avec une répartition différente de celle prévue à l'alinéa précédent.

Les contingents qui n'auraient pas été épuisés dans un trimestre seront transférés aux contingents du trimestre suivant, soit pour les mêmes marchandises, soit, exceptionnellement et après entente préalable entre les deux Gouvernements, pour d'autres marchandises.

L'octroi des licences sera effectué dans le plus bref délai possible au commencement de chaque période de répartition.

En ce qui concerne l'importation des produits agricoles italiens en Suède présentant un caractère saisonnier, les licences seront délivrées de la part des autorités compétentes suédoises au moins un mois avant l'époque de l'importation.

Art. 5.

En dérogation au régime de défenses d'exportation existant dans les deux Pays, chacun des deux Gouvernements s'engage à délivrer des licences d'exportation dans la limite des contingents prévus pour l'importation dans l'autre Pays.

Ces licences seront en général octroyées pour périodes d'un trimestre, réserve faite toutefois pour les marchandises pour lesquelles les licences d'exportation seront délivrées de la part des autorités compétentes italiennes en tenant compte de leur caractère saisonnier.

Les règles relatives à l'octroi des licences d'importation indiquées à l'article précédent seront appliquées, « mutatis mutandis », au régime des licences d'exportation.

Art. 6.

Le présent Accord, qui sera valable pour une période de six mois, sera ratifié aussitôt que possible. Toutefois les deux Gouvernements pourront le mettre en application à titre provisoire par simple échange de notes.

Il sera renouvelé pour une autre période de six mois, et ainsi de suite de semestre en semestre, à moins que l'une ou l'autre des deux Parties Contractantes ne le dénonce avec un préavis d'un mois.

Fait à Rome, en double exemplaire le 24 novembre 1945.

Pour l'Italie: DE GASPERI

Pour la Suède: DE LAGERBERG

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LISTE 1.

LISTE DES MARCHANDISES ITALIENNES A IMPORTER EN SUEDE

Numéro de la statistique suédoise	MARCHANDISES		Contingents semestriels en tonnes ou en couronnes suédoises
124, ex 132	Oranges et mandarines	tonn.	5.000
126	Citrons	»	2.000
126:1, 136:1	Cédrats frais et cédrats en saumure	»	100
134, ex 127: 1-2, ex 132, ex 129 :1-4	Pulpe de fruits . . .	»	250
144	Ecorce d'oranges, de citrons et d'oranges amères .	»	80
148	Amandes .	»	500
150	Noisettes sans coque .	»	500
224	Graines de plantes potagères et de jardin	»	20
241	Tresses en paille . . .	»	10
294	Réglisse .	»	50
325	Jus d'orange, de citron ou d'autres fruits	»	100
ex 327-340	Vins vermouth et liqueurs	»	3.000
374	Fibres d'asbeste . .	»	50
378 : 2 396 : 1	Talc	»	100
ex 397	Pierre ponce	»	500
ex 462	Acide citrique . .	»	100
ex 462	Acide tartrique	»	100
495	Sel de cuisine	»	10.000
	Produits chimiques . .	cour.	100.000
568	Huile d'amandes . . .	tonn.	10
ex 587-588	Huile de citron . .	»	10
ex 587-588	Autres huiles volatiles .	»	5
800	Liège	»	50
905, 911	Chanvre	»	800
918, 920	Fils de soie . . .	»	20
919, 921, 922	Rayons et fils de rayon	»	350
ex 968-975, ex 978-990	Fils ficelles et cordages de chanvre	»	10
1011-1015, 1017	Tissus de soie artificielle et naturelle	»	350
1020 : 1, 1021 : 1, 1022 : 1, 3, 1027-1051	Tissus entièrement de flocco ou contenant du coton de la laine ou du chanvre ainsi que tissus de coton pur	»	350
ex 1061-1062	Tissus de chanvre	»	10
1093-1094:3, 1096-1104	Bas et bonnetteries en soie en rayon en flocco ou en coton	»	60
ex 1190-1203	Chapeaux pour hommes en feutre de poil ou de laine	pièces	40.000
ex 1190-1203	Chapeaux pour dames en feutre de poil ou de laine	»	40.000
1228-1229	Plaques et plateaux de marbre	tonn.	2.000

Suite: LISTE 1.

Numéro de la statistique suédoise	MARCHANDISES		Contingents semestriels en tonnes ou en couronnes suédoises
1279-1280	Objets en faïence et porcelaine	cour.	10.000
1315-1316	Objets en verre et en émail n.s.d.	»	10.000
1578	Mercure	tonn.	100
ex 1884	Machines «telescriventi»	cour.	100.000
1909-1912	Parties détachées d'automobiles . . .	»	100.000
1957	Machines à écrire et pièces détachées .	tonn.	10
ex 1958	Machines comptables et pièces détachées .	»	5
	Autres marchandises . .	cour.	3.000.000

LISTE 2.

LISTE DES MARCHANDISES SUEDOISES A IMPORTER EN ITALIE

Numéro du tarif italien	MARCHANDISES		Contingents semestriels en tonnes ou en couronnes suédoises
278-348	Fer et acier	cour.	4.500.000
76	Nickel . .	tonn.	50
369, ex 388 396-504	Machines, outils et instruments de précision	cour.	4.500.000
567	Briques réfractaires (silica ou chamotte)	»	25.000
ex 604	Bois pour emballage	standards	400
653	Goudron de bois	cour.	100.000
ex 687	Perclorate d'ammonium	»	50.000
ex 781	Héparine .	»	50.000
846-*a*-2	Pâte mécanique, sèche	»	500.000
ex 846-*b*	Cellulose à rayon	tonn.	44.000
ex 846-*b*	Cellulose noble	»	2.000
ex 846-*b*	Cellulose à papier	»	15.000
ex 847-*a*	Papier à journaux . .	»	1.500
ex 847	Papier Kraft . . .	cour.	1.400.000
847 850	Autres papiers .	»	800.000
	Autres marchandises .	»	3.500.000

Accord de payement entre le Royaume d'Italie et le Royaume de Suède

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Suédois, désireux de régler les payements réciproques, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1.

Le règlement des payements de Suède en Italie et d'Italie en Suède s'effectuera en couronnes suédoises conformément aux dispositions du présent Accord.

Les payements afférant aux livraisons de marchandises effectuées avant l'entrée en vigueur du présent Accord, ainsi que les autres payements visés par l'Accord de Payement du 23 décembre 1940 entre la Suède et l'Italie, pour autant que ces payements étaient échus avant l'entrée en vigueur du présent Accord, seront objet de dispositions spéciales.

Art. 2.

Les dispositions du présent Accord s'appliquent aux payements suivants à régler en compensation par le « Clearingnaemnden » et le « Ufficio Italiano dei Cambi »:

a) les payements provenant de l'importation en Suède de marchandises italiennes et en Italie de marchandises suédoises destinées à la consommation intérieure du Pays respectif. On entend pour marchandises italiennes et suédoises les marchandises qui, d'après les dispositions en vigueur dans le Pays importateur, sont considérées comme marchandises d'origine de l'autre Pays;

b) les frais accessoires à l'échange de marchandises entre la Suède et l'Italie encourus en Suède ou en Italie, tels que: frêts maritimes, frais de transport par chemin de fer, d'expéditions, portuaires, d'assurance, de transbordement et autres, commissions, frais pour voyages d'affaires, etc.;

c) les montants dus par des personnes physiques ou morales en Suède, respectivement en Italie, à des personnes physiques ou morales en Italie, respectivement en Suède, en payement de droits de brevet, de licences de fabrication, de redevance, de droits d'auteurs et, en général, de dettes afférant au domaine de la propriété intellectuelle et artistique;

d) les montants encaissés en Suède, respectivement en Italie, pour taxe et droits consulaires dus aux autorités de l'autre Pays;

e) les montants dus à titre de soldes provenant du réglement des comptes ouverts entre les Administrations des Postes et Télégraphes, des Chemins de Fer et des Compagnies de Navigations aérienne des deux Pays;

f) les montants à utiliser pour les besoins de la Légation et des Consulats de Suède en Italie, respectivement de la Légation et des Consulats d'Italie en Suède, y compris les émoluments des Représentants diplomatiques et consulaires des deux Pays, ainsi que les frais des Missions diplomatiques ou officielles d'un Pays dans l'autre;

g) les montants dus à titre autres que ceux mentionnés aux alinéas précédents, après entente entre le « Clearingnaemnden » et le « Ufficio Italiano dei Cambi », soit pour chaque catégorie de créances soit pour des cas d'espèce.

Art. 3.

La contrevaleur des marchandises d'origine italienne importées en Suède et des prestations italiennes d'autre nature visées à l'article 2 sera versée en couronnes suédoises auprès du « Clearingnaemnden ».

La contrevaleur des marchandises d'origine suédoise importées en Italie et des prestations suédoises d'autre nature visées à l'article 2 sera réglée par l'achat de couronnes suédoises contre des lires italiennes auprès du « Ufficio Italiano dei Cambi ».

Art. 4.

Les montants versés au « Clearingnaemnden » conformément à l'art. 3 seront portés au crédit d'un compte en couronnes suédoises, dénommé « Compte Nouveau », ouvert par le « Clearingnaemnden » au nom du « Ufficio Italiano dei Cambi ». Ce dernier utilisera les disponibilités de ce compte pour effectuer les payements en Suède prévus par le présent Accord.

Art. 5.

Les avances pour achat de marchandises originaires de Suède ou d'Italie, destinées à être importées en Italie, respectivement en Suède, seront réglés selon les dispositions du présent Accord, à condition que ces avances: se réfèrent à des licences d'importation déjà délivrées par les autorités compétentes, soient prévues dans le contrat d'achat de la marchandise et correspondent aux usages commerciaux.

Art. 6.

Les versements et les achats de couronnes suédoises, prévus à l'art. 3, seront effectués en appliquant le cours du change entre la lire italienne et la couronne suédoise établi d'un commun accord entre le « Clearingnaemnden » et le « Ufficio Italiano dei Cambi ».

Les dettes libellées en devises autres que la lire italienne ou la couronne suédoise seront converties en lires italiennes en Italie ou en couronnes suédoises en Suède au cours officiel en Italie, respectivement au cours côté à Stockholm, en vigueur le jour précédant celui du versement.

Les différences éventuelles de change à régler entre les débiteurs et les créanciers seront transférées d'après les dispositions du présent Accord.

Art. 7.

Les payements aux créanciers des deux Pays seront effectués suivant l'ordre chronologique des versements effectués par les débiteurs respectifs et dans la limite des disponibilités existantes.

Art. 8.

Le « Clearingnaemnden » et le « Ufficio Italiano dei Cambi » pourront, d'un commun accord, admettre des compensations privées en matière de payement.

Art. 9.

Le présent Accord qui sera valable pour une durée de six mois, sera ratifié aussitôt que possible. Toutefois les deux Gouvernements pourront le mettre en application à titre provisoire par simple échange de notes.

Il sera renouvelé pour une autre période de six mois et ainsi de suite de semestre en semestre, à moins que l'une ou l'autre des deux Parties contractantes ne le dénonce avec un préavis d'un mois.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 24 novembre 1945.

Pour l'Italie: De Gasperi

Pour la Suède: De Lagerberg

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
Sforza

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 30 dicembre 1947, n. 1656.

Rettifica dell'ammontare della donazione disposta a favore dell'Università di Padova dall'avv. Celso Fabbro.

N. 1656. Decreto del Capo provvisorio dello Stato 30 dicembre 1947, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, viene rettificato in L. 50.000 nominali e L. 15.500 in contanti, l'ammontare della donazione disposta a favore dell'Università di Padova dall'avv. Celso Fabbro, con atto pubblico in data 22 gennaio 1945, per l'istituzione della borsa di studio annuale intitolata al nome del « Dott. Giuseppe Fabbro ».

Visto, *il Guardasigilli*: Grassi
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 febbraio 1948

DECRETO LEGISLATIVO 14 febbraio 1948, n. 43.

Divieto delle associazioni di carattere militare.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;

Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;

Sulla proposta del Ministro per la grazia e giustizia, di concerto col Ministro per l'interno e col Ministro per la difesa;

Promulga

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione del 14 febbraio 1948:

Art. 1.

Chiunque promuove, costituisce, organizza o dirige associazioni di carattere militare, le quali perseguono, anche indirettamente, scopi politici, è punito con la reclusione da uno a dieci anni.

Chiunque vi partecipa è punito con la reclusione fino a diciotto mesi.

La pena è da uno a cinque anni se è trovato in possesso di armi.

Ai fini del presente decreto, si considerano associazioni di carattere militare quelle costituite mediante l'inquadramento degli associati in corpi, reparti o nuclei, con disciplina ed ordinamento gerarchico interno analoghi a quelli militari, con l'eventuale adozione di gradi o di uniformi, e con organizzazione atta anche all'impiego collettivo in azioni di violenza o di minaccia.

Non è ammesso l'arresto preventivo nei casi previsti dal secondo comma del presente articolo.

Art. 2.

Alle associazioni od organizzazioni dipendenti o collegate con partiti politici o aventi anche indirettamente fini politici è vietato di dotare di uniformi o di divise i propri aderenti.

Sono eccettuate le associazioni od organizzazioni costituite a fine sportivo e gli istituti di carattere culturale od educativo.

I trasgressori sono puniti con la pena dell'arresto da sei mesi a tre anni e le uniformi sono confiscate.

Art. 3.

Il Ministro per l'interno è autorizzato a vietare, limitatamente a determinati periodi di tempo, l'uso in pubblico di uniformi o di divise da parte di associazioni od organizzazioni di qualsiasi natura.

Art. 4.

Il presente decreto entra in vigore lo stesso giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 14 febbraio 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — GRASSI — SCELBA — FACCHINETTI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 febbraio 1948
Atti del Governo, registro n. 17, foglio n. 93. — FRASCA

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 22 agosto 1947.

Trasferimento in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti del fondo « Spartivento » sito nel comune di Ortanova.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Veduta la decisione in data 19 maggio 1947, con la quale il Collegio centrale arbitrale — costituito ai sensi dell'art. 30 del regolamento legislativo 16 settembre 1926, n. 1606, modificato con regio decreto-legge 30 marzo 1933, n. 291 — ha riconosciuto e dichiarato, su richiesta dell'Opera nazionale per i combattenti, che il fondo qui appresso indicato si trova nelle condizioni previste dallo stesso regolamento legislativo perchè se ne possa disporre il trasferimento al patrimonio dell'Opera:

Fondo denominato « Spartivento » in Agro di Ortanova, appartenente a Spiriti Teresa fu Luigi, in Angiulli e riportato nel catasto del comune di Ortanova in testa alla ditta Spiriti Teresa fu Luigi maritata Angiulli, partita 1505, foglio di mappa 14, particelle 1, 2, 3, 4, 5 e foglio di mappa 15, particella 4, per la superficie complessiva di Ha. 154.15.82 e l'imponibile di L. 10.581,14;

Detto fondo confina: a nord, con proprietà Stringano Antonio e Sabina e fondo Spartivento di Di Girolamo Michele; a est, con proprietà De Peppo Gennaro; a sud, torrente Carapelle e proprietà Santamaria Pia e Giovanni di Ferdinando; a ovest, piccole proprietà Ricciardi, Saracino e Licciardi di Ortona, e tratto linea ferroviaria Foggia-Potenza e Micelli Teresa ed altri;

Veduta l'istanza dell'Opera anzidetta, presentata il 28 luglio 1947 e intesa a conseguire l'indicato trasferimento;

Veduto il piano sommario di trasformazione colturale dei terreni e ritenuta la convenienza, ai fini dell'Opera, che esso sia effettuato;

Veduto il sopracitato regolamento legislativo ed il regio decreto-legge 11 novembre 1938, n. 1834;

Veduto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 14 febbraio 1947, n. 27;

Sulla proposta del Ministro per l'agricoltura e per le foreste;

Decreta:

Art. 1.

Il fondo « Spartivento » sopradescritto è trasferito in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti.

Art. 2.

E' ordinata la immediata occupazione del fondo stesso, da parte dell'Opera nazionale per i combattenti, la quale dovrà depositare alla Cassa depositi e prestiti la somma di L. 800.000 (ottocentomila) da essa offerta come indennità e non accettata dagli aventi diritto, in attesa della definitiva liquidazione e dello svincolo a norma del citato regolamento.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto che sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 22 agosto 1947

DE NICOLA

SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 12 gennaio 1948
Registro Agricoltura e foreste n. 2, foglio n. 9. — MARRI

(679)

DECRETO MINISTERIALE 23 ottobre 1947.

Concessione di piscicultura alla Società bolognese di elettricità, con sede in Bologna.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visti gli articoli 11 del testo unico delle leggi sulla pesca, approvato con regio decreto 8 ottobre 1931, n. 1604, e 2 del regio decreto-legge 11 aprile 1938, n. 1183, ed il decreto Ministeriale 12 ottobre 1926, in *Gazzetta Ufficiale* 17 dicembre stesso anno n. 290, che detta norme per le concessioni di acque pubbliche a scopo di piscicoltura;

Vista la domanda della Società bolognese di elettricità con sede in Bologna, via Indipendenza n. 69, rappresentata dal vice direttore generale sig. dott. ing. Aldo Righi, intesa ad ottenere in concessione a scopo di piscicoltura le acque del bacino delle Scalere, compresi gli affluenti: Alto Brasimone, rio Rinaldino, rio Alto e rio Torto;

Sentiti i pareri dello Stabilimento ittiogenico di Brescia, dell'ufficio del Genio civile e dell'Intendenza di finanza di Bologna;

Presa visione della ricevuta n. 3, pos. n. 104508, del deposito di L. 10.500 (diecimilacinquecento), effettuato il 3 luglio 1947 alla Sezione della Tesoreria pro-

vinciale di Bologna, servizio depositi della Cassa depositi e prestiti in aggiunta all'esistente deposito cauzionale di L. 1500 (millecinquecento) effettuato dalla Società idroelettrica del Brasimone incorporata dalla Società richiedente (ricevuta della Tesoreria provinciale di Bologna n. 21898 del 31 dicembre 1930), a garanzia degli obblighi derivanti dalla concessione;

Visto il disciplinare di concessione in data 28 luglio 1947, stipulato presso la Prefettura di Bologna, e l'annessa planimetria facente parte integrante del medesimo, nella quale la zona acquea da riservare risulta delimitata;

Decreta:

Vengono date in concessione di piscicoltura alla Società bolognese di elettricità, con sede in Bologna, via Indipendenza n. 69, le acque del bacino delle Scalere, compresi gli affluenti Alto Brasimone, rio Rinaldino, rio Alto a rio Torto.

La concessione che alla scadenza cesserà di pieno diritto senza bisogno di disdetta o preavviso, avrà la durata di anni quindici decorrenti dalla data del presente decreto. Essa è subordinata al pagamento del canone annuo anticipato di L. 6000 (seimila) sino alla scadenza della concessione medesima nonchè all'osservanza di tutte le norme dell'allegato disciplinare e delle leggi e dei regolamenti vigenti sulla pesca.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e comunicato al Ministero delle finanze per l'iscrizione del credito.

Il Prefetto della provincia di Bologna è incaricato della esecuzione del decreto, previa pubblicazione nel Foglio degli annunzi legali della provincia.

Roma, addì 23 ottobre 1947

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 gennaio 1948
Registro Agricoltura e foreste n. 4, foglio n. 34

(649)

DECRETO MINISTERIALE 29 dicembre 1947.

Autorizzazione alla Società per azioni « Assicurazioni generali », con sede in Roma, ad estendere il proprio esercizio a taluni rami di assicurazioni contro i danni, ed approvazione della fusione delle Società per azioni « L'Anonima grandine » e « L'Anonima infortuni » con la Società « Assicurazioni generali ».

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visti il regio decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e successive disposizioni modificative ed integrative, riguardanti l'esercizio delle assicurazioni private;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519, e 22 aprile 1940, n. 469;

Viste le deliberazioni delle assemblee straordinarie delle imprese di assicurazione « L'Anonima grandine », e « L'Anonima infortuni » società per azioni aventi sede in Milano e « Assicurazioni generali », società per azioni avente sede in Roma, assemblee che hanno avuto luogo rispettivamente il 25 giugno ed il 26 giugno 1947, dalle quali è stata decisa la fusione mediante incorporazione delle due prime Società nella Società « Assicurazioni generali »;

Ritenuto che risultano verificate le condizioni di cui al secondo e terzo comma dell'art. 128 del regolamento approvato col regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, e che dalla fusione non risultano in alcun modo menomate le garanzie volute dalle vigenti norme legislative e regolamentari nei riguardi di tutto il complesso dei contratti assunti dalle Società « L'Anonima infortuni » e « L'Anonima grandine »;

Vista la domanda con la quale la Società incorporante « Assicurazioni generali », che già regolarmente esercita le assicurazioni contro i danni dell'incendio, dei furti, dei trasporti, dei rischi aeronautici e cristalli, nonchè le assicurazioni sulla durata della vita umana, chiede di essere autorizzata ad estendere il proprio esercizio ai rami fino ad ora praticati dalle Società incorporande;

Sentito il parere della Commissione consultiva per le assicurazioni private, istituita con decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 15 settembre 1946, n. 349;

Decreta:

Art. 1.

La Società per azioni « Assicurazioni generali », avente sede in Roma, è autorizzata ad estendere il proprio esercizio alle assicurazioni contro i danni della grandine, degli infortuni, delle malattie, all'assicurazione della responsabilità civile ed alle assicurazioni di tutti i rischi delle automobili.

Art. 2.

E' approvata agli effetti delle vigenti norme legislative e regolamentari sull'esercizio delle assicurazioni private la fusione di cui alle premesse mediante incorporazione delle Società « L'Anonima grandine » e « L'Anonima infortuni » nella Società « Assicurazioni generali ».

Roma, addì 29 dicembre 1947

p. *Il Ministro*: CAVALLI

(665)

DECRETO MINISTERIALE 24 gennaio 1948.

Elenco di Comuni ricostituiti con l'indicazione dei gradi assegnati ai rispettivi segretari comunali.

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visti i propri decreti 1° ottobre 1942 e 9 febbraio 1943, relativi all'assegnazione ai Comuni ed ai Consorzi di comuni di segretari dei gradi dal 1° all'8° incluso;

Considerato che recentemente sono stati ricostituiti alcuni Comuni e sono stati costituiti alcuni Consorzi per il servizio di segreteria, mentre altri Consorzi sono stati disciolti;

Viste le lettere dell'Istituto centrale di statistica con le quali viene comunicata l'entità numerica della po-

polazione residente nei Comuni sottoindicati, secondo l'attuale circoscrizione alla data del 31 dicembre 1941;

Visti gli articoli 1 sub. 176, e 2 della legge 27 giugno 1942, n. 851, sullo stato giuridico dei segretari comunali e provinciali;

Decreta:

E' approvato il seguente elenco di Comuni e Consorzi di comuni, ai quali sono assegnati segretari di grado 4°, 5°, 6°, 7° ed 8°:

GRADO 4° - *Segretario capo di 2ª classe.*

N. d'ord.	Comune o Consorzio	Provincia	Popolazione calcolata al 31-12-1941
1	Campobasso	Campobasso	24653 (1)

GRADO 5° - *Segretario capo di 3ª classe.*

N. d'ord.	Comune o Consorzio	Provincia	Popolazione calcolata al 31-12-1941
1	Tagliacozzo	L'Aquila	9965
2	Priverno	Latina	10672

GRADO 6° *Segretario di 1ª classe.*

N. d'ord.	Comune o Consorzio	Provincia	Popolazione calcolata al 31-12-1941
1	Consorzio Montechiaro-Denice-Ponti	Alessandria	2934
2	Consorzio Castelcolonna-Monterado	Ancona	3253
3	Ostra Vetere	Id.	4656
4	Consorzio Staffolo-S. Paolo di Jesi	Id.	4956 (2)
5	Cedegolo	Brescia	4556
6	Ospitaletto	Id.	4780
7	Consorzio Busachi-Ulà Tirso	Cagliari	3817
8	Consorzio Lunamatrona-Siddi	Id.	2703 (2)
9	Consorzio S. Nicolò Gerrei-Silius	Id.	2216
10	Oggiono	Como	4078
11	Taormina	Messina	6528
12	Castellana Sicula	Palermo	4798
13	Petralia Sottana	Id.	6459
14	Consorzio Usini-Tissi	Sassari	4065
15	Cetona	Siena	4780
16	Sarteano	Id.	4706
17	Stroncone	Terni	4954
18	Consorzio Cafasse-Villanova Canavese	Torino	3658
19	Gassino Torinese	Id.	5706
20	Consorzio Mezzano-Imer	Trento	2657
21	Consorzio Pieve Tesino-Bieno	Id.	1897
22	Consorzio Villa Lagarina-Volano	Id.	5262 (3)
23	Consorzio Mongrando Camburzano	Vercelli	4092 (2)
24	Montebello Vicentino	Vicenza	5046

GRADO 7° *Segretario comunale di 2ª classe.*

N. d'ord.	Comune o Consorzio	Provincia	Popolazione calcolata al 31-12-1941
1	Albera Ligure	Alessandria	1005
2	Camagna Monferrato	Id.	1595
3	Cantalupo Ligure	Id.	1244
4	Frassinello Olivola	Id.	1529
5	Tagliolo Monferrato	Id.	1822
6	Viguzzolo	Id.	2474
7	Volpedo	Id.	1580
8	Barbàra	Ancona	1702
9	Numana	Id.	2173 (4)

(1) A rettifica del decreto Ministeriale 15 luglio 1947.
(2) A rettifica del decreto Ministeriale 20 maggio 1947.
(3) A rettifica del decreto Ministeriale 15 novembre 1947.
(4) A rettifica del decreto Ministeriale 28 dicembre 1946.

Segue GRADO 7° - *Segretario comunale di 2ª classe.*

N. d'ord.	Comune o Consorzio	Provincia	Popolazione calcolata al 31-12-1941
10	Ripe	Ancona	2811
11	Sirolo	Id.	2655 (1)
12	Castelnuovo Don Bosco	Asti	3087
13	Cocconato	Id.	2057
14	Monastero Bormida	Id.	1570
15	Revigliasco d'Asti	Id.	1122
16	S. Marzano Oliveto	Id.	1531
17	Villafranca d'Asti	Id	1971
18	Cenate di Sopra	Bergamo	1427
19	Cenate di Sotto	Id.	1529
20	S. Paolo d'Argon	Id.	1242
21	Spinone dei Castelli	Id.	1016
22	Val di Vizze	Bolzano	1662
23	Vipiteno	Id.	2897
24	Castegnato	Brescia	3558
25	Lograto	Id.	2599
26	Padenghe	Id.	2261
27	Remedello	Id.	3450
28	Sale Marasino	Id.	2480
29	Sulzano	Id.	1202
30	Visano	Id.	1663
31	Campochiaro	Campobasso	1583
32	Ferrazzano	Id.	2803 (2)
33	S. Pietro Clarenza	Catania	1330
34	Dovera	Cremona	3191
35	Spino d'Adda	Id.	2761
36	Melle	Cuneo	1745
37	Scarnafigi	Id.	2474 (2)
38	Borgomaro	Imperia	2696
39	Cappadocia	L'Aquila	2657
40	Bonassola	La Spezia	1528
41	Deiva	Id.	1470
42	Roccasecca dei Volsci	Latina	1295
43	Castiglione di Garfagnana	Lucca	3334
44	Giuncugnano	Id.	1237
45	Piazza al Serchio	Id.	3007
46	Villa Collemandina	Id.	1996
47	Castel Mola	Messina	1435
48	Casamarciano	Napoli	1915 (3)
49	Tufino	Id.	2446 (3)
50	Cesara	Novara	1199
51	Craveggia	Id.	1036
52	Ornavasso	Id.	2423
53	Austis	Nuoro	1141
54	Corvino S. Quirino	Pavia	1468
55	Montù Beccaria	Id.	3495
56	Mornico Losana	Id.	1354
57	Barchi	Pesaro Urbino	2338
58	Orciano di Pesaro	Id.	3317
59	Ciciliano	Roma	1623
60	Thiesi	Sassari	3382
61	Torralba	Id.	1478
62	Altare	Savona	3280
63	Calizzano	Id.	2687
64	Mallare	Id.	1698
65	Osiglia	Id.	1101
66	Agliè	Torino	2654
67	Buttigliera Alta	Id.	2294
68	Castiglione Torinese	Id.	1761
69	Forno Canavese	Id.	3243
70	Pinasca	Id.	2778
71	Rivalta di Torino	Id.	2109
72	S. Martino Canavese	Id.	1043
73	S. Secondo di Pinerolo	Id.	3258
74	Ulzio	Id.	2095
75	Villar Perosa	Id.	2807
76	Aldeno	Trento	1807
77	Besenello	Id.	1575
78	Castelnuovo	Id.	1004 (4)

(1) A rettifica del decreto Ministeriale 28 dicembre 1946.
(2) A rettifica del decreto Ministeriale 15 luglio 1947.
(3) A rettifica del decreto Ministeriale 20 settembre 1946.
(4) A rettifica del decreto Ministeriale 10 maggio 1947.

N. d'ord.	Comune o Consorzio	Provincia	Popolazione calcolata al 31-12-1941
	Segue GRADO 7° - *Segretario comunale di 2ª classe.*		
79	Consorzio Daiano-Varena	Trento	1354
80	Fondo	Id.	1732 (1)
81	Spor	Id.	1270
82	Andreis	Udine	1087
83	Barcis	Id.	1085
84	Villa Santina	Id.	1819
85	Bomarzo	Viterbo	2124
86	Canino	Id	3852
	GRADO 8° *Segretario comunale di 3ª classe.*		
1	Belforte Monferrato	Alessandria	651
2	Berzano di Tortona	Id.	307
3	Castellar Guidobono	Id.	484
4	Monleale	Id.	978
5	Rocchetta Ligure	Id.	613
6	Volpeglino	Id.	318
7	Cantarana	Asti	775
8	Celle Enomondo	Id.	820
9	Maretto	Id.	521
10	Moasca	Id.	677
11	Morausego	Id.	431
12	Pino d'Asti	Id.	421
13	Roatto	Id.	683
14	Sessame	Id.	710
15	Monasterolo del Castello	Bergamo	667
16	Capovalle	Brescia	871
17	Maclodio	Id.	897
18	Moniga	Id.	865
19	Paisco Loveno	Id.	867
20	Valvestino	Id.	987
21	S. Palomatese	Campobasso	764
22	Camporotondo Etneo	Catania	850
23	Ello	Como	664
24	Ruffia	Cuneo	591 (2)
25	Valmala	Id.	439
26	Ceravonica	Imperia	376
27	Anzola d'Ossola	Novara	467
28	Nonio	Id	925
29	Toceno	Id.	515
30	Teti	Nuoro	861
31	Zenevredo	Pavia	604
32	Sambuci	Roma	844
33	Pessude	Sassari	733
34	Cheremule	Id.	910
35	Bormida	Savona	825
36	Massimino	Id.	378
37	Ala di Stura	Torino	667
38	Balme	Id.	278
39	Cinzano	Id.	498
40	Inverso Pinasca	Id.	761
41	Osasco	Id.	660
42	Porte	Id.	961
43	Pratiglione	Id	891
44	Rosta	Id.	990
45	Sauze di Cesana	Id.	264
46	Sauze d'Oulx	Id.	450
47	Sestriere	Id.	452
48	Calliano	Trento	855
49	Cavedago	Id.	686
50	Cimone	Id.	911
51	Garniga	Id	440
52	Malosco	Id.	356 (1)
53	Sporminore	Id.	782
54	Tiarno di Sopra	Id	663
55	Tiarno di Sotto	Id.	787
56	Raveo	Udine	748
57	Zermeghedo	Vicenza	795
58	Tessennano	Viterbo	734

(1) A rettifica del decreto Ministeriale 10 maggio 1947.
(2) A rettifica del decreto Ministeriale 15 luglio 1947.

Roma, addì 24 gennaio 1948

p. *Il Ministro*: COSSU

(598)

DECRETO MINISTERIALE 26 gennaio 1948.

Cambio ufficiale tra la lira italiana ed il franco francese.

IL MINISTRO PER IL TESORO

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Visto il decreto Ministeriale in data 2 agosto 1947, con il quale venivano fissati i cambi ufficiali tra la lira italiana ed altre valute estere;

Considerato il nuovo rapporto di cambio tra il dollaro ed il franco francese;

Decreta:

A decorrere dal 26 gennaio 1948, il cambio ufficiale tra la lira italiana ed il franco francese, resta fissato come appresso:

L. 163,25 per ogni 100 franchi francesi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 26 gennaio 1948

Il Ministro per il tesoro
DEL VECCHIO

Il Ministro per il commercio con l'estero
MERZAGORA

Registrato alla Corte dei conti, addì 16 febbraio 1948
Registro Tesoro n. 2, foglio n. 102. — GRIMALDI

(727)

DECRETO MINISTERIALE 28 gennaio 1948.

Costituzione del Comitato esecutivo della Sezione speciale per il credito alla cooperazione della Banca nazionale del lavoro, con sede in Roma.

IL MINISTRO PER IL TESORO

E

IL MINISTRO

PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E COMMERCIO

Visto l'art. 4 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 15 dicembre 1947, n. 1421, recante disposizioni per il credito alla cooperazione;

Considerato che occorre provvedere alla costituzione del Comitato esecutivo della Sezione per il credito alla cooperazione della Banca nazionale del lavoro, con sede in Roma;

Decretano:

Il Comitato esecutivo della Sezione speciale per il credito alla cooperazione della Banca nazionale del lavoro, con sede in Roma, è così costituito:

Presidente:

il presidente della Banca nazionale del lavoro;

Membri:

i signori dott. Diego Spinelli e il dott. Attilio Sanfilippo, in rappresentanza del Ministero del tesoro;

il sig. dott. Alberto Basevi in rappresentanza del Ministero del lavoro e della previdenza sociale;

il sig. dott. Salvatore Romano in rappresentanza del Ministero dell'industria e commercio;

il sig. dott. Alfonso Bruno in rappresentanza del Ministero dell'agricoltura e foreste;

il direttore generale della Banca nazionale del lavoro;

il sig. dott. Demetrio Martini in rappresentanza degli altri partecipanti al fondo di dotazione della Sezione.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 28 gennaio 1948

Il Ministro per il tesoro
DEL VECCHIO

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
FANFANI

Il Ministro per l'industria e commercio
TREMELLONI

(697)

DECRETO MINISTERIALE 11 febbraio 1948.

Costituzione del Collegio sindacale della Sezione per il credito alla cooperazione della Banca nazionale del lavoro, con sede in Roma.

IL MINISTRO PER IL TESORO
E
IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E COMMERCIO

Visto l'art. 5 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 15 dicembre 1947, n. 1421, recante disposizioni per il credito alla cooperazione:

Considerato che occorre provvedere alla costituzione del Collegio sindacale della Sezione per il credito alla cooperazione della Banca nazionale del lavoro, con sede in Roma;

Decretano:

Il Collegio sindacale della Sezione per il credito alla cooperazione della Banca nazionale del lavoro, con sede in Roma, è così costituito:

Sindaci effettivi:

sig. rag. Paolo Girolami, designato dal Ministero del tesoro;

sig. dott. Michele D'Addezio, designato dal Ministero del lavoro e della previdenza sociale;

sig. dott. Ettore Valerio, designato dal Ministero dell'industria e commercio di concerto con quello della agricoltura e foreste;

sig. dott. Alberto Angiolillo, designato dalla Banca nazionale del lavoro;

sig. dott. Costantino Tessarolo, designato dagli altri partecipanti al fondo di dotazione della Sezione.

Sindaci supplenti:

sig. dott. Giuseppe Di Salvo, designato dal Ministero del tesoro;

sig. dott. Aleardo Cetto, designato dal Ministero del lavoro e della previdenza sociale;

sig. dott. Natale Alagna, designato dal Ministero dell'agricoltura e delle foreste di concerto con quello dell'industria e commercio.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 11 febbraio 1948

Il Ministro per il tesoro
DEL VECCHIO

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
FANFANI

Il Ministro per l'industria e commercio
TREMELLONI

(698)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Riassunto del provvedimento n. 51 del 4 febbraio 1948 riguardante i giornali quotidiani. Prezzi e numero delle pagine.

Il Comitato interministeriale dei prezzi, in relazione anche alle norme contenute nel decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato del 15 dicembre 1947, n. 1484, con provvedimento n. 51 del 4 febbraio 1948, ha stabilito quanto appresso:

1) Il numero delle pagine è regolato dalle seguenti limitazioni:

a) è fatto divieto di pubblicare quotidiani a più di quattro pagine;

b) il divieto di pubblicazione a più di quattro pagine si estende anche ai periodici, tipo quotidiani, editi sotto la testata di quotidiani, anche se in parte modificata;

c) è concessa la facoltà di pubblicare quotidiani a quattro pagine, fino però ad un massimo di quattro numeri la settimana.

2) il prezzo massimo di vendita dei quotidiani è fissato in L. 10 al numero per le edizioni a due pagine, L. 15 al numero per quelle a quattro pagine.

La decorrenza nell'Italia settentrionale del prezzo di L. 10 al numero per i quotidiani a due pagine, sarà fissato con succesiva disposizione.

Il presente provvedimento entra in vigore dal giorno successivo alla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

(658)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Manfredonia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 13 ottobre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 186, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Manfredonia (Foggia), di un mutuo di L. 562.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(568)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Melfi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 21 ottobre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 188, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Melfi (Potenza), di un mutuo di L. 2.040.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(569)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Pietragalla ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 17 ottobre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 191, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Pietragalla (Potenza), di un mutuo di L. 468.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(570)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Gravina di Puglia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947.

Con decreto interministeriale in data 31 ottobre 1947, registrato alla Corte dei conti il 15 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 290, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Gravina di Puglia (Bari), di un mutuo di L. 1.030.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(571)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Bitritto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 6 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 173, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Bitritto (Bari), di un mutuo di L. 795.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(573)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Triggiano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 6 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 174, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Triggiano (Bari) di un mutuo di L. 2.840.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(574)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Acquaviva delle Fonti ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947.

Con decreto interministeriale in data 10 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 193, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Acquaviva delle Fonti (Bari) di un mutuo di L. 800.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(575)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Valguarnera ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 11 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 181, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Valguarnera (Enna), di un mutuo di L. 2.670.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(576)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Piazza Armerina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947.

Con decreto interministeriale in data 23 ottobre 1947, registrato alla Corte dei conti il 17 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 358, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Piazza Armerina (Enna) di un mutuo di L. 11.670.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(577)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Vita ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 18 ottobre 1947, registrato alla Corte dei conti il 7 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 6, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Vita (Trapani), di un mutuo di L. 1.852.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(578)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Paola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 6 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 178, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Paola (Cosenza) di un mutuo di L. 695.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(579)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Rende ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 8 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 179, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Rende (Cosenza), di un mutuo di L. 414.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(580)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Cetraro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 27 ottobre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 195, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Cetraro (Cosenza), di un mutuo di L. 1.288.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(581)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Mormanno ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 8 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 177, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Mormanno (Cosenza) di un mutuo di L. 1.160.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(582)

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Avviso di rettifica

Il decreto Ministeriale 12 settembre 1947, riguardante la nomina di revisori ufficiali dei conti, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 217 del 22 settembre 1947, a pagina 2793, è stato rettificato con decreto Ministeriale 31 gennaio 1948 nel senso che ove è detto: « Scarpetta Umberto Maria fu *Umberto*, residente a Milano », devesi leggere invece « Scarpetta Umberto Maria fu *Ugo*, residente a Milano ».

(700)

CONCORSI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Savona.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visti gli articoli 44 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Savona, in data 17 luglio 1947, n. 17126, col quale è indetto pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti nella Provincia;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Savona, è costituita come appresso:
Presidente:
dott. Leopoldo Sabbatini, vice prefetto;
Componenti:
dott. Casimiro Caputo, medico provinciale;
prof. dott. Ludovico Datta, libero docente in medicina interna, primario dell'Ospedale civile S. Paolo di Savona;
prof. dott. Gio Batta Massobrio, libero docente in clinica chirurgica;
prof. dott. Stefano Castagna, medico condotto;
Segretario:
dott. Alberto Ferrarini.
La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Savona.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 21 gennaio 1948

L'Alto Commissario: PERROTTI

(628)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Savona.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visti gli articoli 50 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Savona, in data 17 luglio 1947, n. 17126, col quale è indetto pubblico concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Savona, è costituita come appresso:
Presidente:
dott. Pasquale Console, primo consigliere di Prefettura;
Componenti:
dott. Casimiro Caputo, medico provinciale;
prof. dott. Francesco Varaldo, libero docente in ostetricia ginecologica, primario dell'Ospedale civile S. Paolo di Savona;
dott. Ottavio Astengo, specializzato in ginecologia, primario dell'ospedale civile di Varazze;
Santina Ferrari, ostetrica condotta;
Segretario:
dott. Alberto Ferrarini.
La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Savona.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 21 gennaio 1948

L'Alto Commissario: PERROTTI

(629)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Teramo.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visti gli articoli 44 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Teramo, in data 10 giugno 1947, n. 9056, col quale è indetto pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti nella Provincia;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Teramo, è costituita come appresso:
Presidente:
dott. Michele Quagliarello, vice prefetto;
Componenti:
dott. Mario Scuderi, medico provinciale di Chieti;
prof. dott. Attilio Cermenati, libero docente in clinica ortopedica e traumatologica e primario chirurgo di ospedale;
prof. dott. Giuseppe Lonero, libero docente in patologia medica e primario medico di ospedale;
dott. Domenico Cardelli, medico condotto;
Segretario:
dott. Carmelo Cuttitta.
La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Teramo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 19 gennaio 1948

L'Alto Commissario: PERROTTI

(630)

Avviso di rettifica

Il concorso per titoli ad inserviente in prova nel ruolo del personale subalterno dell'Avvocatura dello Stato, pubblicato a pag. 2659 della *Gazzetta Ufficiale* n. 204 in data 6 settembre 1947, non è per *sedici* posti, come erroneamente è stato indicato nella intestazione del bando ed al primo rigo dello art. 1, bensì per *quattordici* posti.

(701)

MINISTERO DEI TRASPORTI

Concorso per esami a diciannove posti di ispettore tecnico in prova (gruppo A) nel ruolo dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione.

IL MINISTRO PER I TRASPORTI

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato, e successive variazioni;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dello Stato;

Vista le legge 21 agosto 1921, n. 1312, concernente provvidenze a favore degli invalidi di guerra, e successive estensioni;

Visto il regio decreto-legge 3 gennaio 1926, n. 48, recante provvedimenti a favore del personale ex combattente e successive estensioni;

Vista la legge 26 luglio 1929, n. 1397, concernente provvedimenti a favore degli orfani di guerra;

Visti la legge 25 settembre 1940, n. 1458; il regio decreto-legge 8 luglio 1941, n. 868, ed il decreto legislativo luogotenenziale 4 agosto 1945, n. 467, i quali estendono agli invalidi, agli orfani ed ai reduci della guerra 1940-1943, nonchè agli invalidi, ai reduci ed agli orfani dei caduti per la lotta di liberazione, le provvidenze già in vigore a riguardo degli invalidi, orfani ed ex combattenti delle altre guerre;

Visto il regio decreto 6 gennaio 1942, n. 27, recante provvidenze a favore dei chiamati alle armi durante il periodo della guerra 1940-1943;

Visti il regio decreto 5 settembre 1938, n. 1514, il regio decreto 29 giugno 1939, n. 898, i quali disciplinano le ammissioni di personale femminile agli impieghi;

Visto il regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, relativo alla graduatoria dei titoli di preferenza per le ammissioni ai pubblici impieghi;

Visto il regio decreto 5 maggio 1941, n. 870, concernente il riordinamento dei servizi e dei ruoli organici dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione;

Visto il regio decreto 28 settembre 1934, n. 1587, riguardante il possesso dei requisiti per l'ammissione ai concorsi ad impieghi nelle pubbliche Amministrazioni statali;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 4 gennaio 1945, n. 10, che eleva i limiti di età per l'ammissione ai pubblici concorsi ad impieghi;

Visti il regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 435, ed il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 4 aprile 1947, n. 207, concernenti esenzione dal possesso del requisito del limite massimo di età per l'ammissione del personale statale non di ruolo ai pubblici concorsi, nonchè altre provvidenze a favore dello stesso personale;

Visto il regio decreto-legge 21 agosto 1937, n. 1542, concernente provvedimenti per l'incremento demografico, convertito, con modificazioni, nella legge 3 gennaio 1939, n. 1;

Visto l'art. 5 del regio decreto 20 gennaio 1944, n. 25, concernente il computo dei limiti di età nei confronti dei concorrenti già colpiti dalle abrogate leggi razziali;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 141, che reca norme per lo svolgimento dei concorsi;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 luglio 1947, n. 628;

Visto il decreto del Ministro per il tesoro in data 21 novembre 1945, con il quale è stato determinato l'assegno mensile da corrispondere al personale in servizio di prova nelle Amministrazioni statali;

Visti i due decreti Ministeriali in data 16 dicembre 1946, nn. 17340/203 e 17241/203, registrati alla Corte dei conti il 24 febbraio 1947, al registro n. 4 ed ai fogli rispettivamente n. 58 e n. 59, con i quali furono banditi due concorsi per esami: uno a sei posti, riservato ai reduci e l'altro, ordinario, a ventitre posti di ispettore tecnico in prova nel ruolo di gruppo *A* (personale tecnico) dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione;

Considerato che tali concorsi ebbero esito parziale poichè dei complessivi ventinove posti disponibili, soltanto dodici poterono essere ricoperti, fra cui quattro assegnati ai reduci;

Considerato che, per effetto dell'esito come sopra conseguito e delle ulteriori vacanze verificatesi, i posti attualmente disponibili nello stesso ruolo di gruppo *A* (personale tecnico di vigilanza) dell'Ispettorato generale suddetto, ascendono a trenta (30) ivi compresi i sette posti accantonati per il secondo concorso da riservare ai reduci, nonchè i sei posti da computare, in vista di altrettanti collocamenti a riposo d'ufficio, ai sensi dell'art. 5 del decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 141;

Vista la lettera n. 1393/12106 in data 21 gennaio 1948, con la quale la Presidenza del Consiglio dei Ministri ha autorizzato il bando d'un nuovo concorso per esami a diciannove posti d'ispettore tecnico in prova nel ruolo di gruppo *A* (personale tecnico di vigilanza) dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami a diciannove (19) posti di ispettore tecnico in prova nel ruolo del personale tecnico di vigilanza (gruppo *A*) dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione.

Al concorso non sono ammesse le donne.

Art. 2.

Le domande di ammissione al concorso debbono essere dirette al Ministero dei trasporti — Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione (Servizio affari generali e personale) e debbono pervenire al Ministero stesso, insieme ai documenti a corredo, non oltre il termine di sessanta (60) giorni decorrenti dal giorno successivo a quello di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*, salva la eccezione prevista a favore dei candidati che si trovino nelle condizioni indicate ai commi 3 e 4 del successivo art. 5.

La domanda deve essere scritta su carta bollata da L. 32 ed essere firmata dal candidato il quale è tenuto ad indicare, in essa, il proprio cognome ed il nome, la paternità, la data ed il luogo di nascita, nonchè il domicilio cui vanno indirizzate le occorrenti comunicazioni.

Art. 3.

Per avere titolo a partecipare al concorso, gli aspiranti debbono possedere il diploma d'ingegnere e, se laureati posteriormente alla applicazione del regio decreto 31 dicembre 1923, n. 2909, anche il diploma comprovante il superamento dell'esame di Stato per l'esercizio della professione d'ingegnere, ovvero il certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio della professione suddetta a norma del regio decreto-legge 27 gennaio 1944, n. 51, e successive estensioni.

I candidati appartenenti ai territori annessi allo Stato italiano, con le leggi 26 settembre 1920, n. 1322, e 19 dicembre 1920, n. 1778, e che abbiano acquistato la cittadinanza italiana in virtù di quanto previsto dalla sezione VI, parte III, del trattato di S. Germano, dall'art. 7, n. 2, del Trattato di Rapallo, dal regio decreto 30 dicembre 1922, n. 1890, e dal regio decreto-legge 29 gennaio 1922, n. 43, possono essere ammessi al concorso se risulti che, alla data di annessione di detti territori, erano in possesso d'uno dei seguenti titoli:

1) ingegnere civile autorizzato;

2) attestato di 2° esame di Stato rilasciato da un politecnico della cessata monarchia austro-ungarica o dell'esame di Stato della scuola superiore di agronomia di Vienna o delle scuole superiori montanistiche.

Non sono ammessi titoli equipollenti.

Art. 4.

A corredo della domanda debbono essere prodotti i seguenti documenti:

a) il diploma di laurea e quello di abilitazione all'esercizio della professione d'ingegnere, di cui all'articolo precedente, in originale od in copia autentica notarile;

b) l'estratto dell'atto di nascita (in carta bollata da L. 40), comprovante che il candidato, alla data del presente decreto di bando, ha compiuto il 18° anno e non oltrepassato il 35° anno di età.

Il limite massimo di età, come sopra indicato, è elevato di cinque anni per coloro che abbiano prestato servizio militare di guerra, oppure rivestano la qualifica di ex patrioti combattenti o di reduci dalla deportazione, nonchè per i cittadini che abbiano partecipato nei reparti delle Forze armate dello Stato od in qualità di militarizzati od assimilati ad operazioni di guerra.

Il detto limite di età è elevato a 44 anni:

1) per i mutilati ed invalidi di guerra o della lotta di liberazione, a favore dei quali siano stati liquidati o siano in corso di liquidazione pensioni od assegni privilegiati di guerra, purchè rientrino nelle prime otto categorie di pensione.

Sono perciò esclusi, da tale beneficio, gli invalidi della 9ª e 10ª categoria, ad eccezione di quelli contemplati dalle voci 4 e 10 della categoria 9ª e 3 a 6 della categoria 10ª della tabella allegato *A*, del decreto luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, e nelle voci nn. 4, 6, 7, 8, 9, 10 e 11 della tabella *B* del regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491;

2) per gli ex combattenti ed assimilati, i quali risultino decorati al valor militare e per coloro che abbiano conseguito promozioni per merito di guerra.

Sono esclusi dal beneficio di cui sopra coloro che abbiano riportato condanne per reati commessi durante il servizio militare, anche se amnistiati.

Inoltre, il limite massimo di età è aumentato:

di due anni nei riguardi degli aspiranti che siano coniugati alla data in cui scade il termine di presentazione delle domande di partecipazione al concorso;

di un anno per ogni figlio vivente alla medesima data.

Tali aumenti sono cumulabili con quelli precedentemente indicati purchè complessivamente non superino i 45 anni.

Per i concorrenti già colpiti dalle abrogate leggi razziali non è computabile, agli effetti dei limiti di età, il periodo di tempo indicato all'art. 5 del regio decreto 20 gennaio 1944, n. 25.

La condizione del limite massimo di età, non è però, richiesta agli aspiranti che siano impiegati di ruolo, in servizio dello Stato, nonchè agli impiegati statali non di ruolo i quali, alla data del presente decreto, abbiano compiuto cinque anni di lodevole servizio;

c) il certificato (su carta bollata da L. 24) di cittadinanza italiana.

Ai fini del presente decreto sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani non residenti nello Stato medesimo e coloro per i quali tale equiparazione sia stata riconosciuta per decreto;

d) il certificato (su carta da bollo da L. 24) rilasciato dalla autorità competente, dal quale risulti che l'aspirante ha il pieno godimento dei diritti politici; ovvero, nel caso di insufficienza di età, che egli non è incorso in alcuna delle sanzioni che comportano la perdita dei diritti politici;

e) il certificato (su carta da bollo da L. 24) di regolare condotta morale e civile, da rilasciarsi dal sindaco del Comune ove l'aspirante ha il suo domicilio o la sua abituale residenza da almeno un anno; e nel caso di permanenza minore, anche altro certificato da rilasciarsi dal sindaco del Comune ove il candidato ha avuto la precedente residenza entro l'anno;

f) il certificato (su carta bollata da L. 24) d'un medico provinciale o militare, o dell'ufficiale sanitario comunale, da cui risulti che l'aspirante è di sana e robusta costituzione fisica ed è esente da difetti ed imperfezioni che influiscano sul rendimento del servizio nella qualità d'ispettore tecnico della Motorizzazione civile e dei trasporti in concessione.

Gli aspiranti invalidi di guerra o per la lotta di liberazione nazionale, debbono produrre un certificato da rilasciarsi dalla autorità sanitaria di cui all'art. 14, n. 3, del regio decreto 29 gennaio 1922, n. 92, nella forma prescritta dal successivo art. 15.

L'Amministrazione si riserva, in ogni caso, di sottoporre i candidati a visita medica di controllo da parte dell'Ufficio sanitario delle FF. SS., al fine di accertare se essi risultino fisicamente idonei al disimpegno delle mansioni proprie degli ingegneri dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione. Con la detta visita sarà da accertare in particolare, la capacità visiva del concorrente, la quale deve concretarsi nel possesso del campo visivo e del senso cromatico normali, con un visus complessivo di dodici decimi (tavola di Snellen) dei quali almeno cinque per l'occhio che vede di meno, raggiungibile mediante correzione di lenti sferiche o cilindriche — 7 D o di + 5 D. La differenza tra la rifrazione dei due occhi non deve risultare superiore alle tre diottrie.

Inoltre dovrà essere accertato se il concorrente percepisce la voce di conversazione ad otto metri di distanza da ciascun lato;

g) il certificato generale del casellario giudiziale, su carta da bollo da L. 60;

h) il documento comprovante l'adempimento degli obblighi militari, oppure il certificato di esito di leva o di iscrizione nelle liste di leva.

Coloro che abbiano prestato servizio militare di guerra ed i cittadini che abbiano partecipato nei reparti delle Forze armate dello Stato od in qualità di militarizzati od assimilati, ad operazioni di guerra, debbono produrre, invece, la copia o lo stralcio dello stato di servizio o del foglio matricolare con l'annotazione delle eventuali benemerenze di guerra; nonchè una dichiarazione integrativa dell'autorità militare da cui risulti esplicitamente, ai sensi delle vigenti disposizioni in materia, la partecipazione dell'interessato ad operazioni di guerra.

Coloro che siano stati imbarcati su navi mercantili durante la guerra, debbono provare tale circostanza mediante esibizione di apposito documento delle autorità marittime competenti.

I candidati invalidi di guerra ed assimilati, sono tenuti a provare tale loro qualità mediante il decreto di concessione della relativa pensione, oppure con il certificato mod. 69-*bis* rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra o con l'attestazione da parte della competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra da cui risultino altresì indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta, al candidato, la qualità di invalido ai fini della di lui iscrizione nei ruoli provinciali (art. 3 della legge 21 agosto 1921, n. 1312). Tale attestazione deve essere vidimata dalla sede centrale dell'Opera nazionale invalidi di guerra.

Gli orfani dei caduti in guerra ed i figli degli invalidi di guerra e rispettivi assimilati, debbono dimostrare la loro qualità, i primi, mediante certificato (in carta bollata da L. 24) del competente Comitato dell'Opera nazionale per la protezione e l'assistenza agli orfani di guerra legalizzato dal prefetto; gli altri, con la presentazione della dichiarazione mod. 69-*bis* rilasciata dalla Direzione generale delle pensioni di guerra, al nome del padre del candidato, oppure con un certificato (in carta bollata da L. 24) del sindaco del Comune di residenza, su conforme dichiarazione di tre testimoni ed in base alle risultanze anagrafiche dello Stato civile, legalizzato dal prefetto.

La qualifica di partigiano ex combattente, può essere comprovata, in via provvisoria, da attestazione dell'Associazione nazionale partigiani d'Italia, purchè entro il termine massimo di tempo che verrà stabilito per l'inizio delle prove scritte di esame, lo interessato provveda a regolarizzare la propria qualifica preferenziale mediante altra attestazione da rilasciarsi dalla competente Commissione, nei modi previsti dal decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518.

La qualifica di reduce dalla deportazione o di civile reduce dalla prigionia, deve risultare da attestazione del Comune di residenza.

Tutte le anzidette attestazioni debbono essere stese in carta da bollo da L. 24 ed essere debitamente legalizzate;

i) lo stato di famiglia (su carta bollata da L. 24) da rilasciarsi dal sindaco del Comune nel quale l'aspirante ha il suo domicilio; tale certificato può essere omesso dai celibi;

l) la fotografia recente con firma, da autenticarsi dal sindaco o da un notaio.

Tutti i documenti debbono essere muniti delle occorrenti vidimazioni e legalizzazioni.

I certificati di cui alle lettere *c*), *d*), *e*), *f*), *g*) ed *i*) non saranno ritenuti validi se rilasciati più di tre mesi prima della data del presente decreto.

Sono dispensati dal presentare il certificato di cittadinanza gli italiani non residenti nel territorio dello Stato.

Gli aspiranti che provino di essere attualmente impiegati di ruolo in servizio attivo di un'Amministrazione dello Stato, possono esimersi dal presentare i documenti di cui alle lettere *c*), *d*), *e*), *g*) ed *h*) primo comma; debbono, però, esibire una copia dello stato matricolare da rilasciarsi dall'amministrazione alla quale appartengono.

I concorrenti non impiegati di ruolo, che si trovino sotto le armi, hanno facoltà di produrre, in luogo dei certificati di cui alle lettere *c*), *d*), *e*), *f*) ed *h*) primo comma, un certificato (in carta bollata da L. 24) del comandante del Corpo cui appartengono, comprovante la loro buona condotta e la idoneità fisica a ricoprire il posto al quale aspirano.

Inoltre, tutti gli aspiranti che risulteranno ammessi agli esami orali, dovranno esibire, alla Commissione esaminatrice, la patente di 1° grado d'abilitazione a condurre autoveicoli, ovvero comprovare di avere già sostenuto, con esito favore-

vole, il relativo esame presso il competente Ispettorato compartimentale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione.

Art. 5.

Tanto la domanda quanto i documenti sopra indicati debbono pervenire al Ministero dei trasporti Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione (Servizio affari generali e personale) senza riserve entro il termine previsto dall'art. 2 del presente decreto, eccezione fatta per la dichiarazione integrativa la quale può essere prodotta, dagli ex combattenti, in tempo successivo, ma comunque non oltre la data che verrà fissata per la prova orale degli esami - e la domanda stessa non deve contenere alcun riferimento a documenti presentati ad altre amministrazioni, anche se appartenenti allo stesso Ministero dei trasporti, eccezione fatta per il titolo originale di studio.

I candidati i quali, nei termini stabiliti, faranno pervenire oltre la domanda documenti non regolari, potranno ugualmente - a giudizio insindacabile dell'Amministrazione — essere ammessi agli esami scritti con riserva, da parte dell'Amministrazione stessa, di deliberare sulla definitiva ammissione dopo che gli interessati avranno regolarizzato la documentazione entro il termine perentorio che all'uopo sarà fissato.

Coloro che si trovano sotto le armi e coloro che risiedono fuori del territorio nazionale, hanno facoltà di produrre, entro il termine suddetto, la sola domanda, con l'obbligo di far pervenire i documenti prescritti almeno dieci giorni prima dell'inizio delle prove scritte d'esame.

Anche per tali documenti che risultassero irregolari, l'Amministrazione si riserva la facoltà di applicare la disposizione contenuta nel secondo capoverso del presente articolo.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti prima della scadenza del termine utile normale per la presentazione delle domande, ad eccezione del requisito dell'età, di cui gli aspiranti debbono essere in possesso alla data del presente decreto, salvo quanto è disposto a favore dei coniugati, dall'art. 23 del regio decreto-legge 21 agosto 1937, n. 1542, convertito con modifiche nella legge 3 gennaio 1939, n. 1.

L'ammissione può essere negata con decreto Ministeriale non motivato ed insindacabile.

Art. 6.

Scaduto il termine per la presentazione delle domande, il Ministero farà pervenire ai concorrenti l'invito a presentarsi agli esami.

Gli esami stessi consteranno di tre prove scritte e di una prova orale. In ciascuna delle prove scritte dovrà svolgersi un tema da sorteggiarsi, secondo che trattasi, della prima, seconda o terza prova, sugli argomenti che formano oggetto rispettivamente della prima, seconda o terza parte del programma di esame indicato al successivo art. 14.

La prova orale verterà su argomenti dell'intero programma.

Gli aspiranti possono dichiarare, nella domanda di ammissione al concorso, se intendono sostenere prova scritta facoltativa in una o più lingue estere (francese, inglese, tedesca).

Art. 7.

Le prove scritte d'esame avranno luogo in Roma, nei giorni che saranno stabiliti con successivo decreto Ministeriale.

La prova orale avrà luogo pure in Roma, nel giorno che sarà tempestivamente fatto conoscere agli interessati.

Art. 8.

Per lo svolgimento delle prove di esame verranno osservate le disposizioni contenute nel capo 6 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dello Stato.

Art. 9.

La Commissione esaminatrice verrà nominata dal Ministro e sarà composta come segue:

due ispettori generali tecnici dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione, dei quali il più anziano con funzioni di presidente;

due funzionari tecnici dell'Ispettorato generale medesimo, di grado 6°, membri;

un professore d'una scuola d'ingegneria, insegnante scienza delle costruzioni, membro;

un professore d'una scuola d'ingegneria, insegnante meccanica applicata alle macchine, oppure macchine termiche ed idrauliche, membro;

un professore d'una scuola d'ingegneria insegnante tecnica ed economia dei trasporti, membro.

Alla Commissione verrà aggregato, con voto consultivo, un professore insegnante per ciascuna delle lingue francese, inglese e tedesca, qualora vi siano concorrenti che nella domanda di ammissione al concorso abbiano richiesto di sostenere prove facoltative di esame per le dette lingue.

Espleterà le funzioni di segretario della Commissione, un funzionario di gruppo *A*, di grado non inferiore al 9°, dell'Ispettorato generale suddetto.

Art. 10.

Saranno ammessi alla prova orale soltanto i candidati i quali avranno ottenuto una media di almeno sette decimi nel complesso delle prove scritte, purchè in nessuna di queste abbiano conseguito meno di sei decimi.

La prova orale s'intenderà superata se i candidati otterranno in essa la votazione di almeno sei decimi, quale media dei punti riportati nelle materie d'esame indicate alle parti prima, seconda, terza e quarta di cui al successivo articolo 14.

La votazione complessiva verrà stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e del punto ottenuto nella prova orale.

Per le prove che saranno sostenute per le lingue, la Commissione aggiungerà alla votazione complessiva delle prove obbligatorie, una quota parte di punto che si otterrà applicando alla votazione stessa un coefficiente operativo il quale, per ciascun esperimento di lingua, non potrà superare l'1,5 %.

La graduatoria di merito degli idonei sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva, tenendo presenti, a parità di voti, i diritti preferenziali stabiliti dalle disposizioni in vigore.

Saranno dichiarati vincitori del concorso i primi elencati in graduatoria, in relazione al numero dei posti conferibili, tenendo però conto dei diritti di precedenza e di preferenza previsti a favore dei candidati che si trovino in possesso dei particolari requisiti voluti dalle leggi vigenti.

Art. 11.

I concorrenti che supereranno gli esami, ma che eccederanno il numero dei posti messi a concorso, non acquisteranno alcun diritto a ricoprire i posti che si rendessero successivamente vacanti.

Art. 12.

I vincitori del concorso saranno assunti temporaneamente in prova per il periodo di sei mesi.

L'Amministrazione ha facoltà d'integrare la prova stessa mediante uno speciale corso di tirocinio da effettuarsi presso fabbriche di mezzi meccanici di trasporto e presso società esercenti servizi pubblici di trasporti in concessione.

Trascorso l'indicato periodo, se a giudizio del Consiglio di amministrazione gli assunti in prova avranno dimostrato capacità, diligenza e buona condotta, saranno nominati in ruolo con lo stipendio iniziale e gli altri assegni stabiliti per il grado 10° del personale tecnico di vigilanza (gruppo *A*).

Coloro che allo scadere del periodo di esperimento fossero, invece, a giudizio del Consiglio di amministrazione, ritenuti non meritevoli di conseguire la nomina in ruolo, saranno licenziati senza diritto ad indennizzo alcuno, salva la facoltà al Consiglio di amministrazione di prorogare l'esperimento per altri sei mesi.

Art. 13.

Ai vincitori del concorso saranno corrisposti, durante il periodo di prova, un assegno mensile ragguagliato al dodicesimo dello stipendio iniziale del grado 10° del personale tecnico di vigilanza, e le indennità previste dagli articoli 2 e successivi del decreto legislativo luogotenenziale 21 novembre 1945, n. 722.

Art. 14.

Gli esami si svolgeranno su argomenti tratti dalle seguenti materie:

PARTE I. — *Conoscenze scientifico-tecniche*:

1) Elementi di meccanica applicata alle costruzioni ed applicazioni ai calcoli di progetto ed alle verifiche di stabilità di strutture e costruzioni fisse d'ogni genere, in muratura, legno, ferro e cemento armato (solai, coperture, tettoie, pensiline, passerelle, ecc.; ponti e relative prove statiche e dinamiche);

2) Elementi di meccanica applicata alle macchine e di macchine idrauliche e termiche ed applicazioni alle trasmissioni meccaniche della potenza ed alle macchine motrici ed operatrici a fluido, con speciale riguardo alle macchine termiche impiegate per i trasporti terrestri, combustibili per tali macchine;

3) Elementi di fisica tecnica (termotecnica, termodinamica e nozioni di ottica e di acustica (con speciale riguardo alle applicazioni nel dominio dei trasporti terrestri;

4) Elementi di elettrotecnica ed applicazioni (produzione, trasmissione, distribuzione dell'energia elettrica e sua utilizzazione; misure elettriche industriali).

PARTE II. — *Costruzioni stradali e ferroviarie e di altri impianti* concernenti i trasporti terrestri:

1) Tracciamento delle ferrovie e delle strade ordinarie;

2) Stabilità delle costruzioni stradali e ferroviarie in relazione alla natura geologica dei terreni attraversati;

3) Pendenze, curve, tipi e dimensioni del corpo stradale per strade ordinarie e per ferrovie a scartamento ordinario e ridotto e tramvie;

4) Movimento di materie, sterri e rilevati; consolidamento di terrapieni e di trincee; fognature e drenaggi; opere di difesa dalle erosioni dei fiumi e dei torrenti;

5) Costruzioni del corpo stradale (muri di sostegno, tombini e acquedotti, ponti e viadotti tipici, gallerie);

6) Organizzazione dei cantieri per costruzioni stradali e ferroviarie; contabilità dei lavori;

7) Armamento ferroviario e sue particolarità. Armamento delle tramvie;

8) Fabbricati ed impianti attinenti ai trasporti ferroviari (fabbricati per viaggiatori e merci, magazzini, piani caricatori, rimesse, officine, piani di stazione ecc.);

9) Scambi e segnali ferroviari e loro manovra;

10) Fabbricati ed impianti per trasporti automobilistici su strade ordinarie (autostazioni viaggiatori, autostazioni merci, autorimesse, autofficine ecc.);

11) Filovie ed impianti relativi.

PARTE III. — *Materiale mobile e trazione*:

1) Notizie sulla resistenza al movimento dei veicoli terrestri, su rotaie o su strade ordinarie Aderenza. - Avviamento e frenatura. - Potenza necessaria alla trazione;

2) Criteri generali per la determinazione del costo del trasporto delle cose e delle persone;

3) Locomotive a vapore: tipi vari e particolarità del meccanismi. - Calcolo. Tabelle di prestazione;

4) Sistemi di trazione elettrica per ferrovie, tramvie, filovie. Locomotori elettrici e automotrici elettriche;

5) Impianti di trazione elettrica e calcoli relativi;

6) Automotrici con motori a combustione interna e trasmissioni che vi si impiegano;

7) Veicoli ferroviari: tipi e particolarità;

8) Veicoli automobili per strada ordinaria; loro motori e meccanismi; molleggio; cerchioni di gomma; frenatura. Tipi principali di autoveicoli per merci e per passeggeri. Autoveicoli elettrici;

9) Lavori di riparazione alle locomotive ed ai veicoli ferroviari, tramviari ed automobilistici; criteri di organizzazione delle officine di riparazione.

PARTE IV. — *Legislazione*:

1) Leggi sull'amministrazione e sulla contabilità generale dello Stato; nozioni di statistica;

2) Leggi sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità;

3) Leggi e regolamenti sulla concessione di ferrovie, tramvie, filovie e servizi pubblici automobilistici;

4) Leggi e regolamenti sull'esercizio delle ferrovie, tramvie, filovie e servizi pubblici automobilistici;

5) Leggi sulla circolazione stradale; disciplina del traffico nei grandi centri urbani;

6) Organizzazione e funzionamento dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione e degli Ispettorati compartimentali.

PARTE V. — (facoltativa) *Lingue estere*:

Lingua francese, inglese e tedesca.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 24 gennaio 1948

Il Ministro: CORBELLINI

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 febbraio 1948
Registro n. 6, *foglio n.* 151.

(546)

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Diario della prova scritta del concorso per esami e titoli a quattro posti di ingegnere aggiunto (personale direttivo - grado 9°) nell'Azienda di Stato per i servizi telefonici.

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI

Visto il decreto Ministeriale in data 7 maggio 1947, registrato alla Corte dei conti il 9 giugno successivo e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 142 del 25 giugno 1947, con il quale è stato bandito un concorso per esami e titoli a quattro posti di ingegnere aggiunto (personale direttivo - grado 9°) nella Azienda di Stato per i servizi telefonici;

Decreta:

La prova scritta prevista dall'art. 7 del citato decreto Ministeriale in data 7 maggio 1947, per il concorso anzidetto, sarà tenuta il giorno 26 febbraio 1948, in Roma nei locali del Circolo ricreativo assistenziale P.T.T. in piazza San Macuto.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 28 gennaio 1948

Il Ministro: D'ARAGONA

Registrato alla Corte dei conti, addì 7 febbraio 1948
Registro Uff. risc. poste n. 3, *foglio n.* 410. — MANZELLA

(702)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.